



Extrait du Portail Algérien des Enregistrements  
Régistrés et Nouvelles Actualités  
<http://portail.cder.dz/spip.php?article3123>

# Les subventions s'avèrent "trop coûteuses" pour l'Algérie (30% du PIB)

- Actualités - News -



Date de mise en ligne : mercredi 13 mars 2013

---

Portail Algérien des Enregistrements

Régistrés et Nouvelles Actualités

---

Le coût annuel des subventions dites implicites - actuellement non budgétisées - sera désormais communiqué par le Gouvernement aux deux chambres du Parlement et ce dès la présentation de la prochaine loi de finances ; C'est ce qu'a indiqué le ministre des Finances Karim Djoudi.

"Nous sommes en train de travailler actuellement au ministère des Finances pour quantifier ces subventions pour que la prochaine loi de finances permette au Parlement de prendre connaissance du montant des subventions non budgétisées", a répondu M. Djoudi à une question de l'APS sur une éventuelle budgétisation des subventions indirectes.

Ces montants ne vont donc pas être budgétisés mais affichés sur le budget à titre indicatif, a précisé le ministre en marge d'une conférence animée par des experts du FMI, de la Banque d'Algérie et des banquiers algériens.

**Les subventions implicites ou indirectes portent notamment sur les prix de l'énergie (électricité, gaz, essence et gasoil) et du loyer, des prix qui ne couvrent pas les charges d'exploitation ou l'amortissement de la dette des entreprises ni leur développement économique, a expliqué le ministre.**

Le Trésor prend en charge ces montants, non pas à travers le budget, mais notamment à travers le rachat des dettes des entreprises publiques.

**A titre d'exemple, le Trésor avait racheté 200 milliards de DA de dettes de la Sonelgaz, une somme engendrée par le différentiel des prix de l'électricité et du gaz qui permettent de couvrir les investissements et les charges de la société, et ceux appliqués sur le terrain.**

Zeine Ould Zeidane, conseiller au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, a surtout invité l'Algérie à adopter "plus de prudence pour bien cibler les subventions en direction des populations les plus vulnérables". Les subventions dites implicites s'avèrent "trop coûteuses" pour l'Algérie, selon lui.

**"Il faut qu'il y ait un message clair sur les dépenses fiscales de l'Etat", a-t-il préconisé. Selon une récente étude du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Algérie figure parmi les pays arabes qui subventionnent le plus les produits énergétiques avec 10,59 milliards de dollars (quelque 800 milliards de DA) consacrés à la subvention des prix de l'énergie en 2010.**

**Les subventions représentent 30% du PIB de l'Algérie**

**L'électricité a profité de 2,13 milliards dollars (quelque 150 milliards de DA) de subventions, tandis que les carburants ont coûté 8,46 milliards de dollars (environ 650 milliards de DA). Ces subventions représentent, selon l'organisme onusien, 6,6% du PIB algérien en 2010.**

D'autres subventions, comme celles des prix des blés tendre et dur, du sucre, de l'huile et de l'eau dessalée, sont par contre budgétisées annuellement en Algérie.

La dépense sociale budgétisée représente presque un quart du budget de l'Etat et 13% du PIB national. En incluant les subventions non budgétisées, ce taux atteindrait les 30% du PIB, selon certains experts.

Par ailleurs, M. Djoudi a expliqué aux journalistes que la "consolidation budgétaire en 2013", saluée par l'expert du

## Les subventions s'avèrent "trop coûteuses" pour l'Algérie (30% du PIB)

---

FMI, est liée à la baisse du budget de fonctionnement en 2013 en raison de la non reconduction des rappels au titre des régimes indemnitaires.

Interrogé pour savoir si une telle consolidation allait empêcher d'autres augmentations salariales, il a répondu : "non" mais à condition que les revendications sociales soient "fondées".

"Il y a actuellement débat entre les secteurs et les syndicats pour arriver à faire les correctifs et les ajustements nécessaires dans ce sens", a-t-il dit.

Sur le dossier Djezzy, le ministre s'est contenté de réaffirmer que "les négociations se poursuivent et on arrivera à terme inch'allah".

APS